

Le régime juridique de l'immatriculation des navires en Grèce

Iliana Christodoulou-Varotsi

Professeur, DERE-The American College of Greece

Avocat au Barreau d'Athènes

christovar@acg.edu - christodoulou.i@dsa.gr

**Conférence dans le cadre du Master 2 Droit et
Sécurité des Activités Maritimes et Océaniques
Faculté de Droit et des Sciences Politiques de l'Université de Nantes
26 avril 2011**

Le but de notre exposé :

Inciter à une problématique autour des axes suivants :

Le contexte autour de l'immatriculation (éléments statistiques, éléments historiques)

- I. Le contexte proprement juridique de l'immatriculation dite "classique" des navires en Grèce: article 5 du Code de Droit Maritime Public
Les conditions d'immatriculation
L'impact du droit communautaire
- II. L'immatriculation compétitive sur la base de l'article 13 du Décret Législatif 2687/53: un registre grec "bis" officieux?
Les conditions d'immatriculation
Les paramètres sociaux et fiscaux : nécessaire complément de l'immatriculation

Remarques introductives sur le contexte autour de l'immatriculation

Les particularités de l'immatriculation des navires en Grèce

La marine marchande grecque à travers les chiffres, le 1er janvier 2010 :

Sous contrôle grec, 3150 navires (d'au moins 1,000 Tx jauge GT)
741 sous pavillon national et 2409 sous pavillon étranger
15.96% du total mondial (tonnes dwt) sous contrôle grec

(CNUCED, Review of Maritime Transport, New York and Geneva, 2010)

Le 1er janvier 2010:

Grèce : 1517 navires, part du total mondial (tonnes dwt): 5.30%

Liberia: 2456 navires, part du total mondial (tonnes dwt): 11.14%

Panama: 8100 navires, part du total mondial (tonnes dwt): 22.63%

Malte: 1613 navires, part du total mondial (tonnes dwt): 4.40%

Chypre: 1026 navires, part du total mondial (tonnes dwt): 2.45%

France: 165 navires, part du total mondial (tonnes dwt): 0.65%

Miracle grec ?

Contexte historique :

Développement de la marine marchande grecque

3000 îles

Essor du commerce: fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^eme siècle

Participation des Grecs aux échanges commerciaux

Commerce des céréales

Absence de concurrents

Approvisionnement des marchés bloqués d'Europe pendant les guerres napoléoniennes et le blocus continental britannique

Communautés grecques d'Europe : en Europe centrale, en Mer Noire, etc.

Développement d'une activité économique et maritime importante (Odessa, Trieste, Égypte, etc).

Le contexte proprement juridique de l'immatriculation "classique" des navires en Grèce : Article 5 du Code de Droit Maritime Public

**Registre grec d'immatriculation des navires : traits d'un
registre d'un pays maritime traditionnel**

**Article 5 du Code de Droit Maritime Public : conditions
d'immatriculation des navires : à l'origine, navires appartenant à
des ressortissants grecs, personnes physiques ou morales**

Navires immatriculés sur la base de l'article 5 du CDMP

Navires appartenant à un pourcentage supérieur de 50% à des ressortissants grecs ou à des personnes morales grecques

ou à des ressortissants d' autres États membres de l'UE

ou à des entreprises d'autres États membres (article 48 du Traité CE, liberté d'établissement des entreprises),
suite à la demande de leurs propriétaires, accompagnée d'un titre de propriété.

S'agissant de compagnies d'autres Etats membres de l'UE, leur liberté d'établissement est nécessaire au sens de l'art. 43 du Traité CE

S'agissant de personnes physiques d'autres Etats membres, la condition d'établissement doit être remplie au moment de l'immatriculation du navire.

La gestion du navire doit s'effectuer à partir du territoire grec

Le représentant ou le garant, désigné lors de l'immatriculation, la personne physique ou le représentant de la personne morale, qui exerce la gestion, doit être établie en Grèce.

La condition de nationalité a été abolie
en ce qui concerne les intérêts communautaires

à la suite de la condamnation de la Grèce par la
CJCE en 1997

**(CJCE, 27.11.1997, Commission c. République Hellénique,
aff. C-62/96, Rec. I-6725)**

L'immatriculation compétitive sur la base de l'article 13 du Décret Législatif 2687/53: un registre "bis" officieux ?

Absence en Grèce de registre international "bis" de type NIS, DIS, GIS, ou RIF

Le régime de l'article 13 du décret législatif 2687/53 relatif à "l'investissement et à la protection des capitaux étrangers" jouerait-il largement un rôle analogue à celui d'un registre "bis" ?

Le décret législatif 2687/53 :

adopté dans les années 50, en vue du renforcement des investissements étrangers en Grèce.

Assimilation des navires (d'une jauge GT d'au moins 1,500) immatriculés au registre hellénique à un acte d'importation de capitaux

But : remédier à la fuite des navires vers des pavillons étrangers à travers un régime souple et compétitif (Panama, Libéria, Honduras)

Décret adopté en vertu de l'article 112 de la Constitution de 1952

(art. 107, Constitution de 1975)

Force accrue contre des modifications ultérieures,

Force supralégislative - Il s'agit d'assurer la sécurité juridique d'investisseurs étrangers

Dans l'acte d'agrément, l'Administration peut s'écarter du régime de droit commun et prévoir :

- la libre disposition du change issu de la vente du navire**

- la libre gestion des revenus du navire sans restrictions**

- la limitation des cotisations d'assurance sociale destinées à la Caisse de couverture sociale des gens de mer (NAT)**

- la reconnaissance comme grecs des navires appartenant à des étrangers**

- le recours à l'arbitrage, etc.**

Sur le plan fiscal,

le dispositif fiscal en vigueur prévoit des exemptions fiscales pour l'armateur

et

une imposition du navire basée sur le tonnage (à l'imitation du Panama et du Libéria)

Sur le plan social,

Conclusion d'un certain nombre d'accords entre l'Union des Armateurs Grecs et les pays de fourniture de la main d'œuvre maritime prévoyant des salaires moins élevés que dans le cadre de la convention collective nationale grecque.

En guise de conclusion:

Le régime d'immatriculation des navires en Grèce n'a pas empêché le flagging-out, le dépavillonnement, notamment vers Chypre

Mais il a réussi à limiter cette tendance.

Le législateur grec a fait preuve de réalisme en s'abstenant d'intervenir ensuite dans ce domaine au-delà de son rôle de régulateur, ainsi le pavillon national ne s'est pas discrédité.